

et Saltillo, et sur les terrains qui appartiennent à l'État dans ces contrées, ou même sur ceux de M. Sanchez Navarro, des groupes coloniaux qui formeraient ainsi un premier obstacle aux envahissements des flibustiers... « C'était une excellente occasion d'avoir de suite 25,000 colons, bons agriculteurs, endurcis aux fatigues, aux privations et qui n'auraient permis à aucun ennemi de l'intérieur ou de l'extérieur de venir troubler le district dans lequel ils se seraient établis. L'empereur ne sut pas profiter de cette occasion. Voici ce qu'il écrivit à ce sujet.

« Perote, 3 juin 1865. — Pendant mon indisposition à Jalapa je me suis occupé plus que jamais des affaires de l'Amérique, et j'ai formé un plan de campagne politique complet que je commencerai à réaliser à Puebla, où j'arrive le 6, et qui va être continué à Mexico avec autant de zèle que la situation l'exige.

« Concernant les troupes de Slaughter, l'idée du maréchal est la mienne. On ne peut pas défendre à cette armée, après l'avoir désarmée, de passer la frontière pour chercher un asile chez nous. Les terrains où l'on pourrait les établir seraient fixés plus tard. C'est probablement dans les contrées de Jalapa qu'on les inviterait à venir pour cultiver le coton. Aux frontières du nord ces gens seraient toujours une difficulté. Mais avant d'agir dans ce sens il faudra faire des démarches amicales vis-à-vis de Washington, ce qui se fera probablement en peu de jours. — Maximilien. »

Au lieu de se faire des amis de ces 25,000 confédérés, on les mécontenta par des hésitations et des mesures maladroites. Loin d'agir avec toute la promptitude qu'exigeaient les circonstances on songeait à négocier. Quand une maison brûle, il est plus naturel de courir immédiatement aux pompes que de méditer longuement sur les causes de l'incendie et les moyens de l'éteindre. Malheureusement pour le Mexique, le gouvernement impérial, toujours disposé à méditer, à négocier, songeait rarement à prendre des décisions opportunes et promptes. L'empereur envoya M. Ar-

royo aux États-Unis pour attirer à l'empire les sympathies du gouvernement américain. Le moment ne pouvait être plus mal choisi.

Le 9 juin, un des personnages les plus importants du parti confédéré et d'une réputation universelle, que je ne dois nommer, écrivait la lettre suivante qui fut remise à l'empereur, et décida Sa Majesté à s'occuper activement de l'immigration américaine.

« Mexico, 9 juin 1865. — Notre cause honorable est arrivée à une fin ignoble; mes nobles et courageux compatriotes baissent la tête avec humiliation. Tous ceux qui le pourront s'expatrieront. Nous en avons assez avec les républiques; nous aimons plus le Mexique que toutes les autres contrées, à cause de sa proximité, et par conséquent la facilité d'y parvenir avec nos femmes et nos enfants... parce que le Mexique sort de ces scènes de commotion civile et d'anarchie dans lesquelles les États-Unis vont entrer; enfin, parce que le doux climat, le terrain fertile et la place abondante parmi les terres inoccupées, offrent à nous et à nos enfants un avenir heureux. Notre intention, si nous venons ici, est de nous identifier avec le pays, de faire ce que des sujets loyaux et dévoués doivent faire pour établir l'empire, de nous dévouer à sa grandeur future, sa gloire et ses destinées, aussi complètement que nous l'avons fait avec notre propre patrie qui, maintenant est déchirée et foulée aux pieds de ses conquérants.

« Il y a dans la Virginie et le sud environ 200,000 familles, dont les chefs sont des hommes d'une grande influence, très intelligents et de beaucoup de fortune. Ils étaient planteurs et fermiers, et tous les nègres engagés pour cultiver la terre leur appartenaient. Ces 200,000 familles ont dirigé toutes leurs forces industrielles dans le sud. Sous leur administration et avec les travaux qu'ils commandaient ils ont changé les déserts du sud en jardins; ils ont fait de cette partie du territoire une contrée prospère, grande, heureuse, et après avoir prélevé pour eux et leurs subordonnés ce

BIBLIOTHÈQUE UNIVERSELLE
U. S. N. Y. L.

dont ils avaient besoin, ils distribuaient le surplus de leurs produits au monde entier pour la somme annuelle d'un milliard cinquante millions de francs...

« Il est au pouvoir de l'empereur Maximilien de transporter au Mexique ces familles avec leurs esclaves *affranchis*, de les convertir immédiatement en de loyaux sujets, et par leur concours établir fermement et subitement l'empire. C'est pour cela que je suis ici.

« Si l'empire était parsemé d'établissements d'une douzaine de ces familles chacun, ils relèveraient l'agriculture industrielle dans tout le pays. Chaque établissement serait une école d'agriculture de premier ordre, enseignant par l'exemple. Ces planteurs du sud apporteraient avec eux non seulement leurs instruments perfectionnés, mais encore leurs méthodes de culture avec cette habileté, cette persévérance qui ont rendu le sud si prospère. L'impulsion ainsi donnée à cette grande branche de l'industrie, ne consoliderait pas seulement l'empereur et son trône, mais elle développerait immensément la richesse de tout le pays et rehausserait la valeur des terrains cultivés par les Mexicains.

« Je parle de mes compatriotes qui amèneraient leurs nègres avec eux, et dont quelques-uns sont encore esclaves, mais si les maîtres sont encouragés à venir, ils seront heureux d'émanciper leurs esclaves et de les amener comme travailleurs libres. L'introduction de ces planteurs rendrait bien vite inutile ici la présence des troupes françaises... Par leurs vertus, leur intelligence, leur obéissance à la loi, leur amour pour l'ordre et leur exemple comme sujets soumis seraient ici d'un puissant effet pour le bien... Maintenant quels sont les avantages nécessaires qui doivent être faits pour amener au Mexique cette population ?

« Premièrement, la tolérance religieuse existant déjà, il n'y a pas de difficulté de ce côté-là. Ensuite, il existe déjà des décrets en vigueur, je crois, pour encourager l'immigration... J'ai entendu dire qu'ils étaient faits pour la classe ordinaire d'émigrants, et par conséquent ne pourraient pas encourager

à venir la classe d'hommes dont je parle. C'est la classe la plus élevée, la plus distinguée, et dont ce pays-ci a tant besoin... Je ne demande ni concession, ni des avantages personnels, ni des privilèges exclusifs, mais seulement le glorieux privilège de faire du bien, aux conditions suivantes :

« 1^o Entrée libre des droits de douane des articles et machines pour l'agriculture ;

« 2^o Exemption de contributions et de la conscription militaire pendant quelques années ; permission d'établir une garde de sûreté dans chaque colonie.

« 3^o Une indemnité au maître pour chaque nègre libre qu'il amènera, suffisante pour payer les frais de transport du travailleur et de sa famille.

« 4^o Une concession de terrain pour chaque planteur ou chef de famille, proportionnée au nombre de personnes composant la famille, et les travailleurs libres du planteur.

« Il serait utile pour produire des revenus à la couronne, de ne pas imposer une charge à l'État, d'adopter le système des terrains alternatifs, au moyen duquel la moitié d'un terrain de... est concédé pour être mis immédiatement en culture, et l'autre moitié est réservée pour la vente par l'État, à d'autres colons. La vente d'un terrain inculte rapporte beaucoup moins à l'État que celle des terrains vagues intercalés entre les terrains cultivés. » — C'est ce système qui fut adopté au Texas en 1847, et dont j'ai parlé plus haut.

« 5^o Plusieurs familles se trouvant complètement ruinées par la guerre, le gouvernement leur prêterait une somme proportionnée aux besoins de la mise en exploitation des terrains concédés, laquelle somme sera hypothéquée sur l'établissement et payée avec les intérêts par amortissement en un nombre d'années déterminé.

« 6^o Dans le cas où le gouvernement ne pourra pas faire ces avances de fond, il nous prêterait son concours pour nous permettre d'organiser de suite un emprunt spécialement appliqué à l'exploitation des terrains mexicains... — M. »

Si l'offre des sudistes, entremise par M. M., eût été accep-

tée à cette époque, l'empereur serait encore sur le trône à Mexico, et l'empire en train de se consolider. Mais Sa Majesté mit des lenteurs à sa décision et les ministres mirent des entraves à l'exécution de ce projet. Tandis qu'au lieu d'agir on discutait à Mexico, le général Brown réclama impérieusement au général Mejia la livraison du matériel de guerre et du coton transporté au Mexique par les confédérés. Le 23 juin, l'empereur fit donner l'ordre « de remettre au général des États-Unis les armes des confédérés » qui avaient passé le Rio-Grande. « En ce qui concerne le coton, dit-il dans sa lettre, il faudra constater les faits avant d'agir. »

En attendant l'organisation d'un comité de colonisation pour méditer sur les offres de M. M., ce personnage fut nommé directeur d'un observatoire qui n'existait pas. Voici, du reste, des extraits de quelques lettres concernant cette affaire, et celle des confédérés internés au Mexique.

« Chapultepec, 27 juillet 1865. — Je suis très satisfait de ce que vous me dites dans votre lettre du 26, concernant M. M.; je désire qu'on fasse la minute d'un diplôme, la voir de suite et qu'on la dirige de manière à pouvoir la publier dans les journaux.

« Vous devez donc faire comprendre à M. M. que l'observatoire se fera à Chapultepec, que sa nomination n'est que pour lui donner immédiatement une haute position officielle et que, comme agent secret de la colonisation, ses renseignements devront être également secrets; il me les enverra directement par l'entremise du cabinet. Quant aux garanties qui se concèdent et aux conditions qui s'imposent aux nouveaux arrivés — les soldats de Slaughter — elles sont comprises dans les instructions que M. Ramirez a envoyées, il y a plus d'un mois, aux autorités du nord et que le ministre Robles a reçues pareillement; on pourra remettre une copie de ces instructions à M. M.

« Quant à ce qui touche à la concession des terrains, le cabinet préparera une lettre, que je signerai, adressée au ministre des travaux publics, dans laquelle on traitera tous

les points concernant l'achat de terrains. Un autre point que je crois convenable de régler, c'est que sans que personne le sache, M. M. travaille au cabinet comme conseiller de colonisation. — Maximilien. »

— « Saltillo, 27 juillet 1865. — Au général D. Juan N. Almonte. — Je prends la liberté de m'adresser à vous en considération des bons rapports qui ont existé entre vous et mon père, le colonel Bernard Bee, lors de la révolution du Texas.

« Après quatre années de fidèles services, en qualité de général dans l'armée confédérée, je me vois exilé dans votre pays, cherchant un foyer pour ma famille et moi. Je suis arrivé le 26 du mois dernier à Monterey avec quelques amis et me suis présenté au préfet du département, l'informant du but de mon arrivée et lui demandant la protection des lois de l'empire. Ce qui me fut aimablement accordé... Aujourd'hui l'on m'apprend que tous les corps confédérés armés qui viennent dans le pays doivent être dirigés sur S. Luis Potosi. Je ne crois pas que cet ordre doive s'appliquer à moi et à mes amis venus sans armes, simplement comme personnes privées, cherchant un asile pour sortir des difficultés politiques de notre pays et n'ayant aucun objet politique en vue.

« Confiant dans l'intelligence du gouvernement de Sa Majesté, les amis du Mexique espèrent que l'empereur verra l'arrivée des malheureux confédérés comme un élément de force et d'utilité, pouvant tirer du mal de très bons résultats et qu'il ne les regardera pas avec méfiance. La politique du gouvernement des États-Unis est de faire sortir de son territoire les hommes riches et influents du sud qui composent les plus puissants éléments de la société et qui deviendront une acquisition merveilleuse pour n'importe quel pays qui les recevra avec bonheur.

« J'ai appris que quelque confédéré qui désirerait choisir un autre point que S. Luis Potosi pour sa résidence, pourrait en demander l'autorisation au gouvernement suprême de

Mexico. C'est pour cela que je vous prie de m'obtenir cette permission pour moi, et les amis dont je vous envoie les noms... afin que nous puissions nous choisir un domicile permanent... Néanmoins si des objections s'opposaient à notre prochaine rencontre, je vous prie de m'en faire part de suite, afin que nous puissions passer dans un autre pays, avant l'épuisement de nos ressources... — Hamilton Bee. »

— « Mexico, 23 août 1865. — Sire. — Le maréchal a fait connaître les difficultés qui se présentent au sujet des émigrés du sud qui affluent à Monteréy et S. Luis Potosi. Je pense qu'il devrait être donné des instructions pour permettre à tous ceux qui présentent des garanties d'aller s'établir là où ils le désirent. En vue du dénûment où se trouve une certaine partie d'entre eux, il pourrait être donné au général Douay une somme de 10,000 piastres, par exemple, au nom du gouvernement de l'empereur, pour secourir les plus nécessaires. » — Note du cabinet.

Au mois d'août, MM. Bourdillon et Courcillon rassuraient, chacun de leur côté, l'empereur et l'impératrice sur les dispositions des États-Unis, vis-à-vis du gouvernement mexicain. Le premier écrivait : « M. B. qui est toujours bien informé de tout ce qui se passe aux États-Unis, me fait croire que le cri contre le Mexique est élevé seulement pour le but d'un parti, et que parmi les partisans de la doctrine Monroe, il y en a peu qui prendraient la responsabilité d'une guerre avec la France, et une autre probable avec l'Angleterre. » M. Courcillon écrivait dans le même sens. L'impératrice résolut d'en finir avec l'hostilité de ses ministres contre les confédérés et la colonisation. Voici des extraits de ses lettres à ce sujet.

« Mexico, 30 août 1865. — Je trouve cette lettre de M. de Courcillon bien... Peut-être que l'on croit ce que l'on désire, mais j'y crois plus qu'à celle d'hier, elle me semble envisagée à un point de vue plus clair et plus vraisemblable. Les Américains sont un peuple étonnamment pratique, ils ne se jetteront pas dans de mauvaises affaires. Ils savaient très

bien ce qu'ils faisaient en détruisant l'esclavage, et jamais ils ne font les choses à tâtons... — C. »

— Pas de date. — « Peut-être pourriez-vous savoir par le maréchal, à raison de la situation des troupes, où est l'empereur et s'il viendra demain ou pas, si ce sera le soir ou dans la journée, parce que s'il ne venait pas, ou seulement tard, je réunirais demain le conseil de ministres et la colonisation pour en finir avec toutes ces affaires. Veuillez envoyer de suite, car s'il s'agit de convoquer les ministres, on ne pourrait le faire trop tôt, ni pour M.; je tiens à savoir cela avant que vous ne retourniez chez vous, pour le cas où il y aurait des instructions à vous donner pour M. — Ch. »

— Pas de date. — « Voici mon paquet et ma lettre pour l'empereur. Comme je ne crois pas que les lettres d'Amérique doivent en rien modifier notre activité vis-à-vis de la colonisation du sud, je vous prie de convoquer demain, à 10 heures, comme la dernière fois, M. Esteva, ministre de l'intérieur, — César et vous-même, afin de discuter le décret et son règlement. J'espère que vous avez envoyé à l'empereur la note que je vous ai demandée au sujet de la séance de l'autre jour. Je crois que vous ne feriez pas mal de lui communiquer aussi les lettres de Montholon et Courcillon comme correctif l'une de l'autre... — Ch. »

— Pas de date. — « Je vous prie d'écrire à Esteva que M. M. se plaint de l'hostilité du sous-préfet de Cordova, dont j'ignore le nom, pour la colonisation et qu'il serait heureux de le voir remplacé par M. Nieto, homme très respecté dans le district et porté pour l'émigration; ce district étant spécialement destiné à être colonisé. M. Esteva devrait avoir la bonté de faire connaître à l'empereur son opinion à ce sujet. — Ch. »

Cette lettre de l'impératrice révèle qu'à peine le décret sur la colonisation et les volontés de l'empereur à cet égard, avaient été connus, les autorités mexicaines empêchèrent de tout leur pouvoir l'établissement des confédérés dans les

BIBLIOTHÈQUE ALPHONSE
MUSEUM HISTORICAL UNIVERSITY

districts qui leur étaient désignés pour les coloniser. Les résultats de cette hostilité que le gouvernement n'eut pas le courage de briser furent naturels. La colonisation n'eut pas lieu. Dans une lettre datée de Mexico, 5 septembre 1865, M. M. nous apprend que ses concitoyens quittaient le Mexique, malgré ses efforts pour les retenir. « Comme, dit-il dans cette lettre, l'empereur a dit à ses ministres l'autre jour : *Maintenant les heures comptent pour des jours*, ces paroles n'ont cessé de sonner à mes oreilles.

« Je pense qu'il est grandement désirable que le décret et les *Instructions et Règlements* que je vous ai soumis avant hier partent par le paquebot américain du 14. Le document intitulé *General Information*, ci-inclus, devrait être ajouté aux *Instructions et Règlements* et signé par les commissaires de l'émigration. Ainsi, il nous semble à tous que les informations que nous pouvons donner maintenant devraient être répandues parmi mes concitoyens, et les confédérés qui sont ici cesseraient de quitter le pays dans le désespoir, en voyant que rien ne se fera avant l'épuisement de leurs ressources. »

Ce fut en vain, les confédérés et les immigrants attirés par les promesses que fit M. M. fit répandre aux États-Unis, se trouvèrent au Mexique livrés à eux-mêmes, sans agent officiel pour les recevoir et les installer, en face de propriétaires dont les exigences devenaient chaque jour plus exorbitantes. Le gouvernement n'avait toujours pas de terrain à leur donner. Un grand nombre d'entre eux, après avoir vainement attendu qu'on leur désignât des terrains qu'ils pourraient cultiver, virent leurs ressources s'épuiser dans un cruel désappointement et durent rentrer aux États-Unis dans une situation désespérée. On vit repartir dans une seule semaine un groupe de cinquante riches colons qui formaient l'avant-garde d'une immigration de huit à dix mille personnes. D'autres allèrent au Brésil où le gouvernement et la population rivalisaient d'efforts bien dirigés pour attirer les étrangers dans leur pays et particulièrement les

colons sudistes. Au mois de juin 1866, l'empereur prit des mesures énergiques pour avoir des terrains à offrir à la colonisation étrangère, mais, comme pour toutes les autres mesures de première urgence, il était trop tard quand elles furent décrétées. L'occasion était perdue, et le Mexique condamné à vivre misérablement comme par le passé.

Une autre question non moins importante que celles du choix des fonctionnaires, de l'organisation des finances, de la justice et de la colonisation, et sur laquelle on a parlé avec autant de partialité que d'inexactitude, mérite une exposition consciencieuse. Je veux parler de la question militaire. M. de Keratry nous a montré que l'organisation de l'armée mexicaine avait été faite par les chefs de notre expédition, que la pacification du Mexique était fort difficile en 1863, au moment du départ du général Bazaine pour l'intérieur; l'auteur des publications faites dans *la Liberté* attaquait le maréchal Bazaine avec une violence qui prouvait que cet officier avait été mal reçu du maréchal à Mexico; l'empereur Maximilien, dans sa lettre du 29 juin 1865, publiée dans la brochure *la Cour de Rome* et dans d'autres lettres que je cite moi-même, accuse le maréchal de ruiner les finances mexicaines par ses expéditions; M. de Keratry affirme que ces expéditions étaient demandées par l'empereur; enfin je sais aussi que Sa Majesté, professant une grande estime pour le maréchal, demandait néanmoins son rappel en France, comme le dit également M. de Keratry.

Au milieu de ces contradictions, j'espère établir clairement la vérité par la publication de la volumineuse correspondance de Leurs Majestés, sur la question militaire, et en exposant simplement les faits, sans vouloir défendre personne, ni juger les actes. Je dirai seulement que les faits ont un langage plus accentué que les plaidoyers pour ou contre les personnes et leurs systèmes. C'est donc aux actes militaires et à leurs conséquences naturelles qu'il faudra demander des éclaircissements sur cette question.

Le maréchal Forey paraissait avoir pour système d'aller

lentement mais sûrement, et de briser les obstacles avec mesure, mais avec une ténacité sur laquelle il comptait pour assurer le succès. On l'a vu à l'œuvre; il a mis plus de huit mois pour aller de Vera-Cruz à Mexico, mais enfin il y est arrivé. Il se proposait ensuite de pacifier de la même manière un certain nombre de départements, entourant ceux de Vera-Cruz, de Puebla et de Mexico, afin d'organiser les principales provinces du Mexique, avant de s'étendre plus loin. De la sorte, il eût été complètement maître de ce cercle restreint d'opérations et d'occupation.

Le maréchal Bazaine, au contraire, paraît avoir voulu donner de suite une impulsion rapide à ses mouvements, organiser les villes et les districts qui reconnaissent l'intervention, et les mettre à même de se défendre le plus tôt possible par leurs propres moyens. L'organisation des gardes rurales et la construction de forts, de bastions et de tout ce qui pouvait rendre aisée la défense d'une place ou d'une position militaire prouvent que tel était le système du maréchal Bazaine. Ce système, excellent en Afrique avec des Français, n'était pas applicable au Mexique; le passé, avant et après l'intervention, a prouvé que les Mexicains se renfermaient rarement derrière des fortifications, et que lorsqu'ils le faisaient, ils ne les défendaient pas longtemps. L'empereur se plaignait des sommes énormes dépensées pour ces fortifications; il avait parfaitement raison; pas une seule n'a servi à défendre l'empire, après notre départ du Mexique.

D'autre part, le maréchal avait également raison de vouloir laisser aux Mexicains le soin de défendre le nouveau régime qu'ils avaient adopté, car nous ne devions pas rester toujours au Mexique, nous étions des aides, des alliés et non pas des conquérants; il eût été dangereux de laisser dormir les habitants dans une sécurité continuelle, tandis que nous aurions veillé constamment à leurs portes. Lorsque l'empereur se plaignait de nos promenades militaires, pendant lesquelles nous entrions dans les villes que nous abandonnions

ensuite aux vengeances des dissidents, je ne sais s'il avait tort. L'empereur, en effet, demandait le disséminement de nos forces et le maréchal y consentait fréquemment, quoique ce fût contre les règles militaires; mais ne pouvant occuper toutes les villes du Mexique, il fallait souvent en abandonner une pour courir sur une autre, attaquée par les dissidents. A mon avis, la cause de cette déplorable situation provient tout à la fois des mécontentements suscités par la politique du nouveau souverain et par le siège de Oajaca.

Dans une note secrète de Sa Majesté, écrite au mois de février ou de mars 1865, — note qui devait être remise à l'empereur Napoléon, et qui ne le fut pas, parce que le porteur, avant son départ de Vera-Cruz, connaissant toutes les preuves de sympathie personnelle que l'empereur Maximilien donnait au maréchal, crut que cette note avait été écrite dans un moment d'humeur et la conserva, — après avoir critiqué la conduite de nos chefs et « le système d'impôts forcés appliqués aux propriétaires ou aux habitants soupçonnés d'intelligence avec les dissidents, » l'empereur ajoute dans sa note : « Hâtons-nous cependant de citer de nombreuses exceptions; ainsi les généraux Douay, l'Hériller, Brincourt avaient su mériter l'estime et la confiance des populations placées sous leur commandement. Pourquoi faut-il que ces officiers distingués soient ceux choisis pour quitter le pays? Douay, dégoûté et en contradiction avec son chef, est rentré en France. L'Hériller, bien que désirant y rester, est également rappelé, et Brincourt, qui rendait à Puebla des services appréciés par tous, est envoyé à l'autre extrémité du pays, à Leon où il n'existait pas un homme de garnison lors du passage de l'Empereur.

« Il y a six mois, le général Brincourt marchait sur Oajaca, et était sur le point de s'en emparer, lorsqu'il reçut contre-ordre. Inutile d'insister sur le temps et surtout sur l'argent perdu. Depuis ce moment, la défense s'organisa et les opérations du siège bouleversèrent tous les projets d'attaque sur d'autres points. Il devint nécessaire de dégarnir

BIBLIOTHÈQUE ALPHONSE
UNIVERSITÉ DE N...
1865